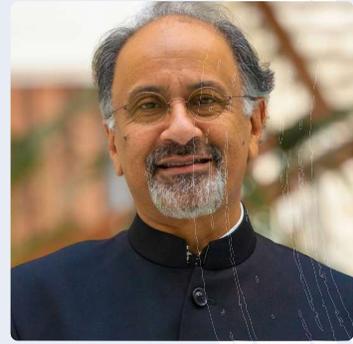


Indermit Gill

Économiste en chef et premier vice-président
pour l'Économie du développement
Groupe de la Banque mondiale



Indermit Gill est économiste en chef du Groupe de la Banque mondiale et premier vice-président pour l'Économie du développement depuis le 1er septembre 2022.

Il était précédemment à la tête de la vice-présidence Croissance équitable, finance et institutions et a contribué à ce titre à définir la réponse déployée par la Banque mondiale face à la série de chocs sans précédent qui a frappé les économies en développement depuis 2020. Entre 2016 et 2021, il a été professeur de politiques publiques à l'université Duke et chercheur non-résident au sein du programme Global Economy and Development de la Brookings Institution.

M. Gill a dirigé l'édition 2009 du *Rapport sur le développement dans le monde*, ouvrage de référence sur la géographie économique. Inventeur du concept novateur de « piège du revenu intermédiaire », qui décrit comment les pays stagnent après avoir atteint un certain niveau de revenu, il a récemment apporté ses conseils à l'élaboration du *Rapport sur le développement dans le monde 2024*, qui montre la manière d'échapper à ce piège en misant notamment sur les technologies modernes et l'innovation.

M. Gill a publié de nombreux articles sur les grands enjeux de politique publique auxquels sont confrontés les pays en développement, dont notamment leurs vulnérabilités en matière de dette, la croissance verte et la gestion des richesses en ressources naturelles, les marchés du travail et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il a enseigné à l'université de Georgetown et à l'université de Chicago, où il a obtenu un doctorat en économie.

« S'ils s'en tiennent à l'ancienne méthode, la plupart des pays en développement ne réaliseront pas leur objectif de se hisser au statut d'économie à revenu élevé d'ici le milieu de ce siècle. En adoptant la stratégie des "3i" (d'abord l'investissement, ensuite l'infusion, puis l'innovation), ces pays peuvent multiplier leurs chances d'y parvenir. Le reste du monde y gagnerait aussi, car les politiques qui récompensent le mérite et l'efficacité favorisent une croissance plus rapide, plus saine et plus propre. »